



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Cupidite-economique-et-lachete-politique>

La rentrée aux Communes

# Cupidité économique et lâcheté politique

- Politique canadienne - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 8 février 2011

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Le déficit canadien est à une hauteur de 56 milliards. Qu'importe ! Les baisses d'impôt des entreprises qui sont à l'origine du déficit vont continuer. Harper l'a promis. C'est ainsi que le taux d'imposition des entreprises canadiennes est passé à 16,5 %. Les patrons canadiens trouvent que cette baisse n'est pas suffisante. Il doit, selon eux atteindre 15% l'an prochain. Et on se rappelle que le gouvernement libéral de Paul Martin avait déjà fait baisser les impôts des entreprises de 29% à 21%. [1]**

### **L'arnaque néolibérale : Créer une dette publique... en baissant les impôts des entreprises**

Flaherty a ses amis et ses inspirateurs. L'Association des Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC) demande en plus que les provinces réduisent les impôts des entreprises à 10% d'ici le début de 2012. L'Association des manufacturiers estime que ces diminutions d'impôt signifieraient pour les entreprises rien de moins qu'un gain que 12,4 milliards de dollars.

Si le Canada est passé d'un déficit de 13 milliards de dollars à un déficit de 56 milliards de dollars sous les Conservateurs, ce n'est surtout pas à cause de la multiplication des dépenses sociales de ces derniers. C'est bien plutôt parce que les Conservateurs ont coupé les impôts des entreprises et qu'ils ont fait des dépenses socialement inacceptables comme le contrat de 16 milliards de dollars pour l'achat d'avions de chasse furtifs. Cette dette publique est illégitime, car elle est le résultat de choix antisociaux. On ne doit pas seulement veiller à la disparition, mais aussi en comprendre les mécanismes d'apparition et dénoncer les véritables responsables. Nous devons donc questionner les choix budgétaires qui conduisent à un endettement accru de l'État : tout particulièrement les baisses d'impôt des entreprises et des riches. C'est pourquoi nous ne devons pas hésiter à demander la répudiation de telles dettes illégitimes et honteuses socialement.

Comment les Conservateurs justifient-ils que les plus riches paient de moins en moins pour assurer le financement des biens publics ? On nous ressert toujours la thèse selon laquelle les baisses d'impôt permettraient la relance de l'emploi. Il n'en est rien puisque les argents générés par les baisses d'impôt servent soit à acheter des produits importés soit à investir dans des opérations spéculatives. Sans compter qu'en réduisant les impôts, on réduit la capacité d'intervention de l'État dans l'économie et tout particulièrement dans le développement de réseaux de transport en commun, dans des énergies et technologies vertes ou dans le logement social... [2]

### **S'attaquer aux dépenses sociales en prétextant la rigueur budgétaire.**

Ce n'est qu'une petite minorité qui profitera de ces baisses d'impôts. Les travailleurs et les travailleuses au chômage, les plus faibles revenus eux continueront à payer des taxes indirectes régressives et à vivre avec des services sociaux détériorés à cause de la cupidité des riches qui cherchent à concentrer le maximum de richesses. Aux États-Unis, « en 2005, les 20 % les plus riches représentaient 60 % du revenu et de la consommation, et les 20 % les plus pauvres seulement 3 %. » [3] Alors, pourquoi s'en faire avec les débouchés pour la production quand la richesse est à ce point concentrée en quelques mains ? C'est cette situation d'offensive contre les couches défavorisées, de guerre de classe que les Harper et cie cherchent à justifier.

### **Une opposition parlementaire sans principes et sans courage...**

Le Parti libéral du Canada a vu dans le sans-gêne des Conservateurs à enrichir leurs amis des entreprises, une

possibilité de se redonner une nouvelle base électorale. Après avoir mené de telles politiques quand il était au pouvoir, le Parti libéral du Canada est prêt à enfourcher le cheval de la dénonciation des cadeaux fiscaux. Ces cadeaux ose-t-il même affirmé se font quand il y a surplus budgétaire. Il ne faut surtout pas profiter de ces surplus pour redistribuer la richesse et améliorer les services sociaux.

Le Bloc québécois lui en représentant exclusif du Québec n'a pas rejeté la baisse des impôts aux entreprises. Il aurait préféré qu'elle s'applique aux petites et moyennes entreprises seulement, mais il ne fait pas du refus des baisses d'impôt aux entreprises une condition du soutien du budget conservateur. Il a plutôt cherché à négocier une entente sur l'harmonisation de la TPS au Québec, une entente de plus de 2 milliards de dollars. [4]

Le NPD a une telle peur des élections et de voir sa députation amputée qu'il est prêt à tous les compromis pour aider le gouvernement conservateur à reser au pouvoir. Un parti qui a déjà fait campagne sur les "Corporate bums" est maintenant prêt à accepter sans mot dire la baisse des impôts des grandes entreprises. La direction Layton est près à toutes les contorsions pour justifier de soutenir le gouvernement conservateur dont les politiques participent de la détérioration des conditions d'existence de la majorité de la population. Ce parti, sans colonne vertébrale, surtout préoccupé de défendre ses accès aux prébendes de l'État, va payer cher aujourd'hui ou demain une telle lâcheté politique.

Devant une telle opposition parlementaire qui n'est que l'ombre d'une opposition véritable, les Conservateurs peuvent continuer à diriger pour leurs amis de l'oligarchie au mépris de la paix, de l'environnement et d'une quelconque justice sociale. La solution est dans la rue, dans nos mobilisations et dans notre unité contre une oligarchie profiteuse et méprisante.

---

[1] La Presse, 8 janvier 2011

[2] Site Économie autrement, février 2009

[3] Michel Husson, Plutonomie, <http://hussonet.free.fr/pluto.pdf>. Hussonnet

[4] Hélène Buzzetti, Le Devoir, 1 février 2011